



Joanna Chiu

**LA CHINE**  
**ET LE NOUVEAU**  
**DÉSORDRE MONDIAL**

v1b éditeur





Joanna Chiu

**LA CHINE  
ET LE NOUVEAU  
DÉSORDRE MONDIAL**

*Traduit de l'anglais par Nicolas Calvé*

v1b éditeur

## INTRODUCTION

Tel un roulement de tonnerre, 2008 percussionnistes vêtus de tuniques chatoyantes marquent le rythme dans une synchronie parfaite. La cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques d'été de Beijing vient de commencer. Le spectacle durera quatre heures.

Dansant autour de leurs tambours traditionnels en bronze, les musiciens claironnent un extrait des *Entretiens* de Confucius : «Avoir des compagnons venus de loin, n'est-ce pas tout de même une joie<sup>1</sup> ?»

Peu après, 15 000 danseurs traversent le Nid d'Oiseau dans leurs costumes élaborés. Leur chorégraphie réglée au quart de tour célèbre l'histoire de la Chine. Ils présentent les « quatre grandes inventions » de leur pays, à savoir la boussole, la poudre à canon, le papier et l'imprimerie. Suit une projection de lumières qui évoque les espoirs chinois d'harmonie entre les peuples du monde.

À tous les égards, la cérémonie d'ouverture de 2008 est une réussite phénoménale. Par son ampleur, elle dépasse de loin toutes celles qui l'ont précédée. La Chine profite de ces Jeux d'été pour se montrer sous son visage le plus noble et le plus bienveillant, mettant en valeur sa longue histoire, ses multiples ethnies, ses innombrables innovations technologiques... L'événement insuffle un vent d'espoir au pays et au reste du monde : l'essor de la Chine sur la scène internationale sera bénéfique pour les peuples de la planète entière.

Malgré ces effusions d'amitié, les athlètes olympiques chinois subissent de fortes pressions de leur gouvernement pour dominer

Chinois n'ont toujours pas confiance en eux. Il leur reste des traces de ce complexe; ils veulent qu'on les respecte – ils sont obsédés par le respect. Ils sont très susceptibles et sautent vite aux conclusions, convaincus que les autres pays ne les respectent pas. Alors qu'ils ont maintenant tellement d'influence!»

Ma conversation avec Wong avait lieu au milieu de l'année 2019, quelques mois après l'arrestation de deux Canadiens qui séjournaient en Chine: mon ami Michael Kovrig, ancien diplomate, et l'entrepreneur Michael Spavor. Beijing les avait incarcérés en représailles à la détention, demandée par Washington, de la directrice financière de la société Huawei, Meng Wanzhou, par les autorités canadiennes. Les Américains réclamaient l'extradition de Meng aux États-Unis, où elle était accusée de fraude, mais semblaient avoir sous-estimé l'influence de cette cadre supérieure, dont l'arrestation avait provoqué la colère des dirigeants chinois.

La prise en otage des deux Canadiens a stupéfié le monde occidental, qui ignorait alors que de nombreux étrangers d'origine asiatique étaient emprisonnés en Chine pour des motifs politiques. Le traitement cruel infligé aux «deux Michael» a démonté le mythe de longue date selon lequel la Chine était en voie de libéralisation.

De nombreux Occidentaux avaient cru que les choses iraient mieux, à mesure que la Chine s'ouvrirait au monde. Au début des années 1980, la République populaire avait entrepris de réformer son économie et d'établir de nouvelles relations diplomatiques. Les régimes communistes autoritaires étaient en train de se libéraliser; bientôt, ils seraient «comme nous».

En 1989, le massacre de la place Tian'anmen a fait voler ces espoirs en éclats. Le monde entier était sous le choc. On peinait à croire que des soldats chinois aient ouvert le feu sur leurs compatriotes, des réformistes, jeunes pour la plupart. Des manifestants pacifiques ont été abattus par centaines, voire par milliers.

Toutefois, le mythe d'une Chine en voie de libéralisation persisterait encore une douzaine d'années plus tard, et pas seulement aux États-Unis. Le 11 décembre 2001, au terme d'un long processus de négociation, le pays deviendrait membre de l'Organisation

mondiale du commerce (OMC) – une adhésion se voulant emblématique de l'intégration de Beijing à un ordre mondial fondé sur l'État de droit.

Les dirigeants occidentaux étaient optimistes. Dans un discours mémorable livré en 2000, Bill Clinton a déclaré que « l'accord de l'OMC [...] favorisera l'atteinte des objectifs que les États-Unis poursuivent en Chine depuis 30 ans ». L'admission de la Chine dans les rangs de l'OMC n'en ferait pas une société libre « du jour au lendemain » et ne garantirait pas le respect systématique des règles du commerce mondial par Beijing, mais, à la longue, affirmait Clinton, le pays finirait par emprunter la bonne direction.

Or, c'est le contraire qui s'est produit. À mesure qu'elle s'enrichissait, la Chine est devenue plus autoritaire. Invoquant une doctrine qualifiée de « socialisme aux caractéristiques chinoises », l'État a maintenu son emprise sur l'économie et les méga-entreprises publiques. Les autorités ont renoué avec les persécutions à grande échelle d'intellectuels, de juristes, d'artistes, de militants et de minorités. Parmi leurs cibles figurent les Ouïghours : on estime qu'un million d'entre eux sont internés dans des camps.

Pendant beaucoup trop longtemps et par pur intérêt, les sociétés occidentales ont mal interprété ou carrément ignoré les gestes de Beijing. Au fil des décennies, cet aveuglement volontaire s'est mué en complicité dans la diplomatie toxique, les violations des droits de la personne et l'ingérence étrangère auxquelles se livre aujourd'hui la Chine.

DANS CES PAGES, J'UTILISE DÉLIBÉRÉMENT le terme « Occident », car il est essentiel de reconnaître l'histoire coloniale d'où sont issus les antagonismes modernes. Selon la vision occidentale du monde, l'« Orient », qui englobait l'Asie, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, désignait des territoires que les premières puissances coloniales européennes considéraient comme statiques et sous-développés – et donc dignes d'être dominés.

Beijing estime à raison que le peuple chinois a subi de graves offenses. Le bagage émotionnel du « siècle d'humiliation » de la Chine par les puissances européennes et le Japon, lequel s'est étendu de 1839 à 1949, aide à comprendre la susceptibilité à fleur de peau des dirigeants chinois contemporains et leur détermination à surclasser l'Occident.

Il y a quelque 140 années, des fonctionnaires canadiens ont dupé mon arrière-arrière-grand-père en l'amenant à quitter le sud de la Chine en échange d'une promesse d'emploi dans l'extraction de l'or au Canada<sup>2</sup>. À son arrivée au terme d'un voyage coûteux, il s'est vu contraint de travailler d'arrache-pied, en compagnie de milliers d'autres Chinois comme lui, à la construction du chemin de fer Canadien Pacifique. Ces hommes effectuaient un travail harassant dans des conditions difficiles et contre un salaire dérisoire. Au moins 600 d'entre eux y ont perdu la vie. Parmi les survivants, rares sont ceux qui ont pu s'établir au Canada avec leur famille, car le paiement d'un impôt de capitation exorbitant était exigé des immigrants chinois. Mon arrière-arrière-grand-père est donc rentré en Chine avec peu de fruits de ses années de dur labeur. Dans les années 1920, peu avant le déclenchement de la guerre civile chinoise, mes grands-parents, en quête de stabilité, ont quitté leur province du Guangdong, dans le sud de la Chine, pour s'établir dans le territoire de Hong Kong, alors contrôlé par le Royaume-Uni.

Je suis née à Hong Kong quelques années avant le massacre de la place Tian'anmen. Comme tous leurs concitoyens, mes parents ont été horrifiés par le traitement infligé aux jeunes contestataires par le gouvernement chinois. Le sentiment d'identité des Hongkongais était très différent de celui des habitants de la Chine continentale. Pour se prémunir contre l'avenir incertain de la région, ma famille a choisi de quitter Hong Kong avant que les Britanniques ne rétrocèdent la ville à la Chine en 1997.

Contrairement à mon arrière-arrière-grand-père, nous avons été acceptés comme immigrants au Canada, où j'ai eu la chance de grandir en tenant mes libertés fondamentales pour acquises. Or, quand j'ai commencé à m'informer sur la politique de l'enfant



unique et d'autres mesures draconiennes qui affectaient profondément la vie des Chinois, je me suis sentie coupable. Tandis que je faisais du sport et m'efforçais d'obtenir les meilleures notes à l'école secondaire, des fillettes étaient abandonnées à la naissance, le plus souvent dans des orphelinats, mais parfois dans des puits ou des fossés en bordure de route. Leurs parents agissaient ainsi parce qu'ils n'avaient pas les moyens de payer l'amende qu'ils encourraient s'ils tentaient d'avoir le garçon tant convoité.

À la fin des années 1990, j'ai commencé à percevoir des signes de l'influence de Beijing chez moi, à Vancouver. Mon père travaillait pour un média canadien qui offrait une programmation en mandarin et en cantonais, et la rumeur courait que des chroniqueurs avaient perdu leur emploi ou subissaient des pressions visant à censurer leurs commentaires sur la politique chinoise. J'apprendrais par la suite que cette campagne s'inscrivait dans les efforts déployés par Beijing pour acquérir de l'influence à l'étranger, que ce soit par l'octroi d'avantages politiques et économiques ou par des gestes d'intimidation et de harcèlement.

L'impression irrésistible qu'une affaire importante était en train de se produire m'a poussée à apprendre le mandarin en vue de m'établir en Chine. À l'adolescence, j'ai étudié les ouvrages sur la Chine que je trouvais dans les bibliothèques publiques et me suis conçu un programme d'autoapprentissage en vertu duquel je m'assignais la rédaction de dissertations. Plus tard, j'ai suivi tous les cours d'histoire, de politologie et de sociologie de la Chine qui pouvaient cadrer dans mon cursus universitaire, et mon épreuve synthèse de premier cycle a porté sur le rôle des femmes révolutionnaires chinoises au XX<sup>e</sup> siècle.

À force de me faire demander « d'où » je venais et pourquoi je parlais un si bon anglais, j'avais compris que les Occidentaux me considéraient comme une étrangère. Mais je me disais qu'un tel statut serait utile à mon travail de journaliste, et qu'un sentiment d'appartenance mitigé pourrait m'aider à faire preuve d'une plus grande objectivité.

Je voulais séjourner en Chine pour témoigner de son expansion économique fulgurante et aider les gens de par le monde à com-

prendre les enjeux sociaux complexes auxquels ce pays faisait face. Mais je me suis plutôt retrouvée aux premières loges d'un virage vers le totalitarisme. Mon séjour à Hong Kong et à Beijing a coïncidé avec l'accession de Xi Jinping au rang de secrétaire général du Parti communiste chinois (PCC). Avant son arrivée au pouvoir en 2012, certains voyaient en Xi un réformiste libéral, mais leurs attentes ont été déçues lorsque les droits de la personne et la liberté de presse ont connu des reculs inédits. Sous la gouverne de Xi, des milliers de personnes ont été emprisonnées pour avoir osé critiquer la société, même modérément, et l'appareil de censure et de surveillance s'est perfectionné.

Dans le système judiciaire chinois, la torture et les aveux forcés sont monnaie courante, mais le nombre d'exécutions par an est un secret d'État. Au cours de mes dix dernières années de reportage sur le terrain, j'ai vu la police évacuer manu militari les mères éplorées de victimes du massacre de Tian'anmen, et j'ai interviewé des dizaines d'artistes, de religieux clandestins, d'écrivains, d'avocats et de militants qui avaient subi des persécutions. La police chinoise dispose de pouvoirs très étendus qui lui permettent de détenir des suspects sans inculpation dans des prisons secrètes improvisées, pour des périodes allant jusqu'à six mois. Ce système orwellien porte le nom de «résidence surveillée dans un lieu désigné». Pour les familles des détenus, qui n'ont aucune idée de l'endroit où se trouvent leurs proches, l'attente est insoutenable.

Certains des moments les plus troublants que j'ai vécus comme journaliste en Chine ont eu lieu lors d'interviews menées par texto. Il arrivait que les messages cessent brusquement d'entrer; lasse, je fixais la date et l'heure où mon interlocuteur s'était trouvé en ligne pour la dernière fois.

Dans l'avion vers le Canada, où je rentrais pour les vacances, j'avais l'esprit engourdi, comme si un enregistrement vidéo de ce dont j'avais été témoin rejouait en accéléré dans ma tête. Pour mes amis qui travaillaient dans différents domaines en Chine, ce pays était un endroit dynamique ayant beaucoup à offrir, mais pour moi, qui couvrais la situation des droits de la personne et la politique à Beijing, l'expérience était vraiment dystopique.

De nombreux Chinois, de même que les observateurs de la vie politique chinoise, entrevoyaient une lueur d'espoir : quand Xi quitterait le pouvoir au terme de son mandat limité à dix ans, son successeur mettrait fin à la répression massive de la société civile. Or, le 10 mars 2018, Xi a obtenu le droit de rester au pouvoir à vie. Je me trouvais alors dans le haut de la tribune du Palais de l'Assemblée du peuple à scruter du regard la scène où les dirigeants du pays se tenaient, bien raides, dans leurs costumes noirs assortis. Après qu'on eut fini de compter les bulletins de vote sur l'amendement à la Constitution autorisant Xi à servir indéfiniment, les milliers de parlementaires présents ont salué l'événement par un tonnerre d'applaudissements. En un instant, ce fils d'un vétéran de la Révolution était devenu le dirigeant le plus puissant de la Chine moderne depuis Mao Zedong. Les forces armées, l'économie et l'État voyaient leur puissance consolidée entre les mains d'un seul homme.

Dans la Constitution amendée, il est précisé que la suppression de la limitation du nombre de mandats présidentiels « favorisera le maintien de l'autorité et de la direction unifiée du comité central du PCC, dont le camarade Xi Jinping est le noyau ». Xi étant encore dans la soixantaine, on peut présumer que la Chine poursuivra sa dérive autoritaire pendant des décennies.

PLUSIEURS MOIS APRÈS LE COURONNEMENT de Xi, alors que je ne pouvais plus supporter la pollution de l'air de Beijing (qui m'obligeait constamment à utiliser mon inhalateur et parfois à me rendre à l'hôpital), j'ai fait mes valises pour revenir vivre au Canada.

Je quittais la Chine à regret en laissant en plan de nombreux sujets de reportage fascinants. Toutefois, plusieurs mois après mon départ, Meng Wanzhou s'est fait arrêter à Vancouver. Quelques jours plus tard, on apprenait avec étonnement que les Canadiens Kovrig et Spavor subissaient les retombées diplomatiques de cette affaire. La Chine dystopique m'avait suivie jusque chez moi.

Au même moment, les tensions montaient entre la Chine et d'autres pays à propos des violations des droits de la personne au

Xinjiang, d'une loi sur la sécurité à Hong Kong qui restreignait les libertés des résidents étrangers, de différends commerciaux internationaux, de revendications territoriales conflictuelles en mer de Chine méridionale et de la frontière sino-indienne.

Le gouvernement canadien s'est alors engagé à adopter une nouvelle stratégie globale face à une Chine de plus en plus autoritaire. Plusieurs années se sont écoulées depuis, et aucun changement de politique n'a encore été annoncé.

Pendant ce temps, aux États-Unis, gouvernement et experts semblaient se préparer pour une nouvelle guerre froide fondée sur des divergences idéologiques, avec les États-Unis dans le rôle de représentants des démocraties occidentales et la Chine dans celui de superpuissance orientale envahissante. Le message de Washington à ses alliés était sans équivoque : soit vous êtes avec la Chine, soit vous êtes avec nous.

Grâce au soutien offert par Beijing aux entreprises privées chinoises, le géant de la technologie Huawei est devenu l'intermédiaire des affrontements entre Washington et la Chine. Les services de renseignement des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et du Canada coopèrent au sein d'une alliance appelée Five Eyes (que la Défense canadienne désigne sous le nom de Groupe des cinq). À l'exception du Canada, tous ses membres avaient alors banni Huawei du déploiement du réseau 5G sur leur territoire respectif.

Par la suite, alors que la COVID-19 se propageait dans le monde après être apparue dans la ville chinoise de Wuhan, certains politiciens occidentaux ont commencé à chercher des boucs émissaires sans mettre de gants blancs. Dès lors, on a assisté à une augmentation effarante du nombre de crimes haineux contre des personnes d'origine asiatique, dont les défenseurs ont pris des dirigeants à partie pour avoir qualifié le pathogène de « virus chinois », voire de *kung flu*, pour reprendre les mots de Donald Trump.

En maints endroits, les personnes d'ascendance chinoise subissent du racisme depuis belle lurette. Or, contrairement aux membres d'autres groupes ethniques discriminés, elles sont souvent

assimilées au gouvernement de leur pays d'origine. Que la famille d'un individu ait quitté la Chine il y a plusieurs générations importe peu. Ce phénomène a grandement nui à la qualité de la recherche et du dialogue sur la Chine à l'échelle internationale, les personnes d'origine chinoise ayant systématiquement fait l'objet de soupçons et leurs précieuses contributions ayant souvent été ignorées.

Dans la foulée des meurtres de huit travailleuses d'un salon de massage d'Atlanta, en Géorgie, en mars 2021, la spécialiste américaine du renseignement de cybersécurité Amy Chang a relaté les efforts qu'il lui a fallu déployer pour se bâtir une carrière à Washington. La question la plus dérangementante qu'elle et les autres personnes d'origine asiatique se font régulièrement poser dans la capitale américaine, a-t-elle indiqué, est la suivante : « Êtes-vous une espionne chinoise ? »

Le choix des lieux où j'ai séjourné et des personnes que j'ai interviewées pour écrire ce livre de 2018 à 2020 a été déterminé par un besoin de couper court aux discours simplistes qui, trop souvent, masquent la réalité. J'ai cherché des gens qui ont une expérience particulière de la Chine et qui disposent rarement de plateformes leur permettant d'influer sur les décisions des États ou des multinationales.

Des membres de la diaspora chinoise ont tenté d'avertir les décideurs occidentaux des manœuvres clandestines auxquelles se livre Beijing en vue d'étendre son influence partout dans le monde, mais la plupart de leurs mises en garde sont restées sans suite. Ce n'est que récemment que les cas les plus flagrants ont suscité des réactions aux plus hauts niveaux.

Des maires et des conseillers municipaux m'ont exprimé leur stupéfaction quand je leur ai appris que des photos les montrant serrer des mains lors de célébrations du Nouvel An lunaire avaient été reproduites dans du matériel de propagande chantant les louanges de l'influence de la Chine à l'étranger. Certains d'entre eux semblaient ignorer les implications des interviews qu'ils accordaient à des médias d'État chinois. Je n'ai pu que hocher la tête lorsqu'un parlementaire canadien m'a confié, mécontent, que l'agence de presse Xinhua, dirigée par l'État, avait déformé ses propos.

Il est encore plus irritant de voir des gouvernements consentir à des investissements ou vendre des composantes essentielles de leurs infrastructures sans réfléchir. Même si la Chine est sincère lorsqu'elle affirme que ses investissements massifs dans les infrastructures mondiales de la « nouvelle route de la soie » ne s'inscrivent pas dans une stratégie visant à accroître son influence politique, une vigilance nationale à l'égard de ce type d'accord devrait aller de soi. En Grèce, par exemple, des citoyens se préoccupent de la volonté apparente de leur gouvernement de prendre le parti de Beijing dans certains dossiers débattus aux Nations unies dans l'espoir de voir augmenter les investissements de la Chine.

Des experts ont aussi exprimé leurs craintes de voir la Chine et d'autres États autoritaires comme la Russie, la Turquie et l'Iran s'allier officiellement contre les démocraties. Les reportages de terrain que j'ai effectués en Turquie et en Russie m'ont permis de peser le pour et le contre de telles affirmations.

Pendant ce temps, Beijing exploite le racisme en Occident pour balayer les critiques à son endroit, constate Yangyang Cheng, spécialiste chinoise de la physique des particules établie aux États-Unis, dans un article publié dans *The Guardian*. Le PCC, écrit-elle, « pratique lui-même une forme d'orientalisme en modelant son discours sur celui des pires commentateurs de l'actualité chinoise, c'est-à-dire en justifiant ses politiques au nom de la "situation nationale particulière" de la Chine: le régime dit des régions frontalières contestées qu'elles "font partie de la Chine depuis l'ère préhistorique", et que son autoritarisme est apprécié d'un peuple attaché aux "valeurs confucéennes"<sup>3</sup> ».

De nombreux Occidentaux sont disposés à avaler ces mensonges. Toutefois, les propos d'observateurs comme Cheng, qui ont un pied dans chaque monde, aident à couper court à la propagande et, pour dire les choses crûment, à mettre au jour l'hypocrisie de tous les camps.

Il est difficile de prendre du recul et de trouver les meilleures voies à emprunter pour gérer ces problèmes géopolitiques complexes alors que des crises humanitaires très urgentes sont en cours.

Dans ces pages, je souhaite apporter des nuances, mettre les choses en contexte, effectuer des comparaisons entre différents pays et rapporter d'importants récits personnels, le tout pouvant aider à éclairer le débat public et influencer sur les politiques des gouvernements et des organisations à l'égard de la Chine.

Je suis donc profondément reconnaissante envers toutes les personnes qui ont accepté de discuter avec moi en sachant qu'elles s'exposaient à des conséquences.

Le premier chapitre traite essentiellement de Beijing et situe le contexte dans lequel le régime réprime la société civile et élabore une stratégie de politique extérieure ambitieuse, inscrite dans sa vision d'un nouvel ordre mondial. Le chapitre 2 met à contribution les années que j'ai passées à couvrir le mouvement prodémocratie de Hong Kong et ses luttes contre l'influence obscure des agents du « Front uni » du PCC et le recours brutal aux lois et à la police pour écraser la dissidence. Les chapitres 3 à 6 proposent des études de cas exhaustives sur des « puissances moyennes » (Canada, Australie, Italie et Grèce) qui ont subi des pressions économiques et politiques de la part de la Chine. Les chapitres 5 et 6 abordent aussi les relations Chine-États-Unis dans une perspective générale. La dernière partie du livre, qui s'appuie sur mes reportages aux États-Unis, en Turquie et en Russie, rassemble des données sur les scènes de potentiels conflits mondiaux futurs et propose des pistes d'action en vue d'éviter des affrontements catastrophiques.







PREMIÈRE PARTIE

# UNE CHINE, UN SYSTÈME





# BEIJING

## *Le droit de l'État*

J'ai appris l'existence de l'église clandestine par un membre de l'équipe de basketball à laquelle je me suis jointe peu après mon arrivée à Beijing, à la fin de l'année 2014. Le gymnase que nous louons est situé dans une vaste école publique des hutongs, labyrinthe de ruelles de la vieille ville intra-muros dont on ne trouve plus d'exemples que dans une poignée de quartiers centraux.

Tous les mardis après le travail, si la qualité de l'air le permet, j'enfourche mon vélo pour me rendre au gymnase. Écoutant les instructions de Baidu Maps depuis le téléphone qui dépasse de mon sac à main dans un équilibre précaire, je me faufile à vive allure entre les scooters stationnés et les vendeurs de nourriture ambulants. Sur de minuscules chariots en métal, ceux-ci offrent de délicieuses crêpes aux œufs appelées jianbing et des brochettes rouge vif de fruits d'aubépine confits ou, en saison, de fraises. En mandarin, la voix féminine de Baidu annonce les virages rapides et des noms de ruelles qui me sont inconnus.

Il me faut utiliser une appli chinoise parce que, depuis près de cinq ans, soit depuis 2010, les produits de Google sont bloqués. Refusant d'autocensurer ses résultats de recherche, le géant américain de la technologie a décidé de rendre son moteur de recherche

chinois inopérant. Aujourd'hui, des milliers de sites web internationaux ne sont accessibles en Chine que par l'entremise d'un VPN (soit un réseau privé virtuel, qui permet aux gens de naviguer sur internet comme s'ils se trouvaient dans un autre pays)<sup>1</sup>. Mais les VPN ne fonctionnent pas toujours bien. J'ai vécu à Hong Kong auparavant et, bien que la liberté d'expression y fût constamment menacée, la ville semi-autonome disposait d'un accès rapide et sans entrave à internet.

Notre équipe de basketball est composée de jeunes professionnels, de quelques étudiantes, d'un entraîneur venu de Serbie et de moi. La ville ne manque pas de bars et d'autres lieux de divertissement, mais ces endroits sont généralement bruyants, et il m'a été beaucoup plus facile de rencontrer mes premiers amis pékinois en pratiquant le sport le plus populaire de Chine. La NBA est sans doute l'institution américaine la plus appréciée du pays.

Un soir, après le match, un de mes nouveaux amis (un homme particulièrement grand et athlétique dans la fin de la vingtaine) me demande ce sur quoi je suis en train de travailler.

Je me mords les lèvres. Le magazine *The Economist*, pour lequel je suis pigiste, vient de me confier la réalisation d'une enquête sur la répression des religions par l'État chinois, sujet peu propice à une conversation courtoise dans un pays autoritaire. Et je ne connais pas assez mon interlocuteur pour pouvoir anticiper sa réaction.

Je lui réponds donc que je mène une recherche sur le christianisme. Le christianisme en général<sup>2</sup>.

Son visage s'illumine. Il m'invite aussitôt à visiter son église protestante.

« S'agit-il d'une église officielle ? » demandé-je en essayant d'être subtile. « Non », me répond-il avec nonchalance, admettant ainsi qu'il pratique une activité subversive.

Les questions se bousculent dans mon esprit, mais je n'ai pas la chance d'aller plus loin, car notre plage horaire au gymnase est écoulee. Mon nouvel ami m'envoie l'adresse de l'église par l'omniprésente appli de messagerie WeChat et s'engage à me présenter aux dirigeants de sa communauté lors du prochain service du dimanche.

LE CHRISTIANISME EST APPARU en Chine au VII<sup>e</sup> siècle, mais n'a acquis une place importante qu'à partir de l'arrivée de missionnaires jésuites quelque neuf cents ans plus tard, vers la fin de la dynastie Ming, soit au XVI<sup>e</sup> siècle. Les jésuites se sont taillé une place importante non seulement en propageant cette religion, mais aussi en agissant comme intermédiaires entre les élites occidentales et les élites chinoises. Plus tard, alors que les relations entre la Chine et l'Occident se détérioraient, le christianisme a été associé à l'agressivité des puissances impériales occidentales, et l'hostilité à l'égard des missionnaires s'est accrue. En 1812, la dynastie Qing a interdit aux Européens de promouvoir le christianisme, crime qu'elle a ensuite rendu passible de la peine de mort. Les sujets chinois qui refusaient de renoncer à leur conversion étaient livrés en esclavage aux autorités musulmanes du pays, lesquelles jouissaient alors en Chine d'un statut social plus élevé que les chrétiens.

Le rôle des missionnaires en Chine s'est accru lorsque le Royaume-Uni, puis ce dernier et la France, ont vaincu les Qing lors de la première et de la seconde guerre de l'opium (1839-1842 et 1856-1860 respectivement). Ces puissances européennes ont contraint la dynastie régnante à signer des traités faisant de Hong Kong une colonie britannique et conférant des privilèges aux Occidentaux dans de nombreux autres ports. C'est aussi à cette époque que Hong Xiuquan, instituteur ambitieux qui avait raté à plusieurs reprises l'examen impérial, réputé très difficile, et n'avait pu par conséquent devenir fonctionnaire, a été exposé aux écrits de missionnaires.

Hong a transformé sa frustration en lutte contre l'empire en commençant par prêcher auprès d'amis et de parents qui, eux aussi, avaient échoué à l'examen de la fonction publique. Mobilisant des millions de mécontents dans le sud de la Chine, il a lancé la grande révolte des Taiping contre la dynastie Qing, laquelle ferait rage de 1850 à 1864. Rejetant les valeurs confucéennes traditionnelles, les insurgés religieux réclamaient une transformation profonde du système politique et social. Autrement dit, ils ne voulaient pas simplement renverser la dynastie et remplacer l'empereur Qing par Hong. Ils souhaitaient aussi convertir les masses à une nouvelle

forme de christianisme qui incluait des éléments de la religion populaire chinoise. Ce soulèvement a donné lieu à la guerre civile la plus sanglante que le monde ait connue au XIX<sup>e</sup> siècle : on estime qu'elle a fait de 20 à 70 millions de morts. Le conflit a aussi poussé des millions de civils à s'établir ailleurs en Chine ou à émigrer. Au XX<sup>e</sup> siècle, le « fils chinois de Dieu » serait élevé au rang de héros par des révolutionnaires pour avoir tenté de débarrasser le pays de ses structures féodales rigides. Des historiens ont toutefois noté que, dans les faits, Hong et d'autres dirigeants de la révolte des Taiping ont adopté de nombreux signes distinctifs des détenteurs traditionnels du pouvoir et se sont souvent comportés comme ces derniers dans les régions qu'ils contrôlaient.

De nos jours, en raison de ses liens avec l'impérialisme occidental et de son rôle dans l'organisation d'un soulèvement populaire, le christianisme est l'une des religions dont la pratique est la plus encadrée en Chine. Le gouvernement supervise la nomination de tous les pasteurs des églises officielles, et aucune communauté n'a le droit de prêter allégeance à une branche particulière du christianisme<sup>3</sup>. Officiellement athée, le Parti communiste chinois (PCC) interdit à ses 90 millions de membres d'entretenir la moindre croyance religieuse. Bien que la Constitution du pays prétende protéger la liberté de religion, l'activité religieuse est étroitement surveillée. La Chine est l'un des pays qui comptent le plus grand nombre de personnes incarcérées pour des motifs religieux. Certains groupes, dont l'Église du Dieu tout-puissant et le mouvement spirituel Falun Gong, sont carrément interdits, si bien que leurs membres risquent à tout moment d'être arrêtés. En 1999, Falun Gong a subi une opération de répression sans merci après avoir organisé une manifestation pacifique devant le siège du PCC pour réclamer une plus grande liberté de pratique.

Bref, Beijing semble craindre toute activité impliquant un grand nombre de personnes qui prêtent allégeance à une puissance supérieure au PCC.

Depuis de nombreuses années, la police harcèle et intimide les membres des « églises de maison » chrétiennes, des communautés non officielles qui refusent de s'enregistrer auprès de l'État. En 2014,

les autorités de la province côtière du Zhejiang ont commencé à arracher les croix qui ornent les toits de bon nombre de ces lieux de culte indépendants, qui incluent des appartements et des bureaux transformés. Des pasteurs contestataires ont été arrêtés et condamnés à des peines allant jusqu'à 14 ans de prison. À l'hiver 2015, les chrétiens de Chine craignaient qu'à cette campagne succède une répression encore plus féroce.

JE PRENDS UN TAXI pour me rendre à l'église de mon ami, située en bordure de la « quatrième autoroute de ceinture » de la mégapole chinoise. L'endroit n'est pas facile à trouver, le quartier étant constitué de rangées identiques d'immeubles d'appartements en béton de style soviétique. Je finis par dénicher une entrée anonyme à côté d'un petit magasin, laquelle donne sur la cour d'un des bâtiments.

L'église a beau être clandestine, elle saute aux yeux de qui sait où porter le regard. Une grande croix rouge appliquée sur une fenêtre du rez-de-chaussée annonce sa présence. Placardées à l'intérieur, des affiches montrant des versets de la Bible illustrés de dessins sont visibles depuis la cour. Au bas d'un escalier se trouve une vaste salle au plafond haut où des fidèles occupent des rangées de chaises pliantes soigneusement alignées, ainsi qu'une pièce beaucoup plus petite qui sert à la fois de crèche et de vestiaire.

Le jeune pasteur axe son sermon sur des passages de la Bible qu'il interprète en se gardant d'émettre le moindre commentaire sur la société chinoise. Par la suite, il me demande de me lever et de me présenter. Les fidèles ne sourcillent pas lorsque je mentionne que je ne suis pas pratiquante et que je souhaite simplement connaître leur église. Je ne veux pas leur confier que je suis journaliste, car des policiers en civil pourraient se trouver dans la salle. Mais il ne m'est sans doute pas nécessaire d'être aussi circonspecte.

« Nous ne faisons pas tout à fait profil bas, me confie un dirigeant de la communauté que j'interviewe après le service. Nous chantons nos cantiques si fort que les gens du voisinage, curieux, descendent voir ce qui se passe. Tout le monde est bienvenu. »



Comptant seulement quelques centaines de membres, cette église non inscrite est relativement petite, m'explique aussi mon interlocuteur. À Beijing, les communautés de cette taille n'attirent généralement pas l'attention des autorités. Mais il me demande tout de même de taire le nom de l'église si j'écris à son propos.

Tandis que mon ami d'une politesse sans faille me ramène à mon appartement, situé dans un quartier du centre-ville, je lui demande pourquoi il s'est converti au christianisme malgré la grande précarité des religions organisées dans la société chinoise.

«Ça donne un sens à ma vie, me répond-il simplement. La Chine a changé si vite, et les jeunes subissent tellement de pression ! Je voulais savoir comment bien vivre.»



POUR BIEN COMPRENDRE LA QUÊTE de puissance de Beijing à l'échelle mondiale, il me fallait d'abord savoir jusqu'à quel point le PCC cherche à contrôler l'existence de ses 1,4 milliard de citoyens. L'État chinois contemporain ayant été fondé sur une révolution, ses dirigeants ne connaissent que trop bien le pouvoir des masses. Afin de maintenir leur emprise sur une si vaste population, au lieu d'appliquer les principes de l'*État de droit*, ils accordent la préséance au *droit de l'État*, soutenu par des dispositifs de surveillance ultrasophistiqués.

Des lois et des règlements encadrent à peu près toutes les facettes de la vie d'un individu, comme la personne avec qui celui-ci peut se marier, son droit d'avoir des enfants, l'endroit où il peut s'établir au pays, ce qu'il peut publier sur internet et même ses croyances sur la vie après la mort.

La capacité de Beijing de censurer, de punir ou de limiter toute forme d'expression, que ce soit sur internet, dans les journaux, dans les livres ou ailleurs, repose sur un cadre législatif étendu. En 2000, le Conseil des affaires de l'État (principale autorité administrative de la République populaire) a imposé aux hébergeurs de sites web l'obligation juridique de veiller au respect des règles de censure sur leurs plateformes.

En 2013, le gouvernement a lancé une campagne contre la propagation de « fausses rumeurs ». Des centaines de blogueurs et de journalistes ainsi que de nombreux utilisateurs bien en vue des médias sociaux qui s'exprimaient sur des enjeux politiques ont été arrêtés. Même s'ils utilisaient des pseudonymes en ligne, la police les a localisés par leur adresse IP ou les informations transmises pour ouvrir leur compte. Une recherche menée par l'organisme de cybersécurité canadien The Citizen Lab a révélé que les plateformes numériques chinoises populaires comme WeChat sont en mesure de déceler et de censurer instantanément les messages de leurs utilisateurs, y compris dans les conversations privées entre deux personnes.

Au service du bureau pékinois de la Deutsche Presse-Agentur, principale agence de presse multilingue de l'Allemagne, j'ai réalisé des reportages sur l'emprisonnement de blogueurs adolescents, des avortements forcés et des expropriations illégales. Des termes comme *daibu* (arrestation), *Guo'an* (police secrète) et *bigong* (aveux forcés) faisaient partie de mon lexique quotidien. Ne maîtrisant pas encore le mandarin, je m'efforçais d'enrichir moi-même mon vocabulaire sur les questions politiques les plus délicates, car je craignais de mettre mes collègues chinois en danger si je leur demandais de l'aide à la traduction.

Dans le système juridique surréaliste de la Chine, les avocats sont rigoureusement formés et les juges s'appuient sur la jurisprudence, mais le PCC est au-dessus des lois. Aucun chien de garde ne surveille les dirigeants du pays. Bien qu'elle reconnaisse des valeurs libérales comme la liberté d'expression, le droit de manifester et le droit de propriété, la Constitution ne limite aucunement les pouvoirs du Parti – un détail essentiel qui la rend vide de sens<sup>4</sup>.

Selon Amnesty International, le nombre de condamnés à mort est plus élevé en Chine que dans l'ensemble du reste du monde. Le nombre précis d'exécutions est cependant inconnu, car le gouvernement considère celles-ci comme des « secrets d'État ». En outre, les tribunaux chinois affichent un taux de condamnation stupéfiant de 99,9 %.

Les accusés au criminel finissant presque tous par être reconnus coupables, l'unique variable réside dans l'ampleur de la peine de prison ou de l'amende qu'on leur impose, et ce, depuis plusieurs décennies. En 2003, *Le Quotidien du peuple*, organe de propagande du Parti, rapportait qu'un tribunal de la province de l'Anhui avait condamné deux hommes à des peines de prison de neuf et sept ans respectivement pour « exploitation illégale d'une entreprise ». Leur crime? Avoir publié des poèmes d'amour sans autorisation préalable de l'État.

J'ai tenté à maintes reprises de m'introduire dans une salle d'audience chinoise, toujours en vain. Un jour, à Tianjin, ville du nord du pays, j'ai remarqué une rangée de véhicules banalisés surmontés de caméras de surveillance, stationnés devant l'une des deux Cours populaires intermédiaires de l'endroit, où un fonctionnaire était jugé pour corruption. Le trottoir était dégagé, et j'ai cru pouvoir m'approcher suffisamment de l'immeuble pour observer l'atmosphère qui y régnait.

Semblant surgir de nulle part, un groupe bigarré d'hommes portant des survêtements ou des chemises mal ajustées enfoncées dans des pantalons militaires m'a aussitôt encerclée. Rien ne laissait paraître que j'étais journaliste; mon téléphone et mon calepin étaient dissimulés dans une poche de mon sac. « J'essaie simplement d'emprunter cette rue », ai-je dit sur un ton innocent. Une brute au crâne rasé m'a repoussée sans ménagement. Les hommes n'arrêtaient pas de crier et de me bousculer – jusqu'à ce que je parvienne à m'en dégager pour téléphoner à mon rédacteur en chef. M'entendant parler anglais, ils ont reculé.

Un détail de mon attitude avait peut-être éveillé leurs soupçons, même si j'ai l'apparence d'une Chinoise bien ordinaire. Ou peut-être suivaient-ils mes déplacements depuis quelque temps. Des collègues à moi qui s'en allaient faire un reportage sur des usines polluantes ont été empêchés de monter dans un train en partance de Beijing; un autre a été sommé de cesser de faire du jogging à proximité de la place Tian'anmen aux alentours d'une commémoration annuelle du massacre de 1989.

Installées par les autorités dans les endroits publics fréquentés ou par des entreprises privées dans des immeubles comme les banques, les caméras de surveillance munies de dispositifs de reconnaissance faciale sont omniprésentes en Chine. Certains policiers portent même des lunettes de soleil perfectionnées qui, grâce à la technologie de reconnaissance faciale, leur permettent de localiser un suspect dans une foule. Aucune loi nationale n'encadre la collecte de données biométriques, qui incluent les empreintes digitales, les traits du visage et la voix. Dans un tel environnement, les gens ne s'attendent guère à ce que leur vie privée soit respectée.

Il est malsain d'être toujours inquiet, mais, dans des milieux comme ceux des médias, du droit et des ONG, la plupart des étrangers et des citoyens chinois jugent nécessaire de présumer que les autorités ne les quittent jamais des yeux. Celles-ci peuvent exercer leur surveillance en piratant les ordinateurs portables ou en suivant les gens sur leur chemin vers le travail, par exemple.

La police de Tianjin a fini par me laisser partir après qu'un agent en uniforme eut inspecté ma carte de presse étrangère, mais des policiers en civil m'ont suivie pendant que je me précipitais vers une station de métro. J'ai plutôt sauté dans un taxi, et j'ai crié au chauffeur de partir au plus vite dans n'importe quelle direction. Je me sentais comme dans une scène d'évasion au cinéma, et je frissonne encore à l'idée de ce qui aurait pu m'arriver si les agents n'avaient pas cru que j'étais une ressortissante étrangère.

J'étais soulagée que la police ne m'ait pas demandé mon passeport : bien que sa couverture soit ornée des armoiries du Canada, il y est indiqué que mon lieu de naissance est Hong Kong. Les agents auraient donc pu me soupçonner d'être une Chinoise, car leur gouvernement ne reconnaît pas la double citoyenneté. En fait, j'avais renoncé à ma citoyenneté hongkongaise quelques années auparavant, par précaution.

SELON DES HISTORIENS, L'OBSESSION du Parti pour le contrôle plonge ses racines dans les traditions du confucianisme et du légisme<sup>5</sup>. Selon

le philosophe Confucius, qui a vécu il y a plus de 2500 ans, toute personne se doit d'adapter son comportement à la place qu'elle occupe dans la hiérarchie, c'est-à-dire en fonction de sa position de supériorité ou de subordination dans les rapports sociaux. C'est pourquoi les enfants sont tenus d'obéir à leurs parents, les jeunes adultes de suivre les conseils de leurs aînés et les citoyens d'être loyaux à l'empereur.

Apparu en Chine vers 400 av. J.-C., le légisme était compatible avec la vision confucianiste du monde parce qu'il reconnaissait à l'empereur le pouvoir de dominer un vaste empire peuplé d'ethnies et de cultures diverses par l'entremise d'un ensemble de lois et d'édits codifiés. Il s'agissait d'une forme d'absolutisme soutenu par une bureaucratie. On a comparé le légisme au machiavélisme occidental, car il affirmait que la consolidation d'un pouvoir autocratique était nécessaire à l'atteinte de la stabilité et de la sécurité.

Ces deux traditions n'étaient guère favorables au pluralisme des idées et aux droits de la personne.

Depuis qu'il s'est hissé à la tête du PCC en 2012, le président Xi Jinping a souvent fait part de son admiration pour les classiques chinois<sup>6</sup>. Il aime particulièrement citer les penseurs légistes d'autrefois pour rappeler à ses citoyens qu'ils ont grand intérêt à se soumettre à un dirigeant fort.

« Quand ceux qui font respecter la loi sont forts, l'État est fort », a déclaré Xi lors d'un forum sur le leadership en 2014. Il citait les propos du juriste légiste Han Fei (280-233 av. J.-C.) sur les monarques qui savent mater l'agitation sociale. « Quand ils sont faibles, l'État est faible. » Ce faisant, Xi se comparait à un empereur.

Né en 1953, fils du combattant révolutionnaire communiste Xi Zhongxun, Xi Jinping fait partie d'une élite de « princes héritiers », descendants de hauts dirigeants du PCC. Ces dernières années, ce pedigree leur a conféré des avantages comparables à ceux dont jouissent les grandes familles politiques des États-Unis, comme les Kennedy. Nombre d'entre eux se sentent investis du devoir de maintenir la domination du Parti.

Au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, dans le tumulte des derniers moments de la Révolution culturelle, le père de Xi est tombé en disgrâce.

Comme des milliers d'autres jeunes citadins, Jinping s'est vu forcé de séjourner pendant des années en milieu rural pour s'instruire auprès des paysans. Indépendamment des actes commis par son père, il aurait quand même fini par faire partie de ces légions de *zhiqing*, car cette politique visait tous les jeunes Chinois des villes. Contre toute attente, Xi s'en est très bien tiré ; les affinités qu'il a développées avec les paysans ont fini par entrer dans la légende.

Au cours des décennies suivantes, Xi a gravi les échelons du Parti. Après avoir servi de 1999 à 2002 comme gouverneur de la riche province du Fujian, il est devenu secrétaire du PCC de la province voisine du Zhejiang. En 2012, à l'âge de 59 ans, il a été élu secrétaire général du Parti communiste chinois. Le terme « président » n'est pas d'usage courant en Chine, mais, dans la plupart des pays occidentaux, on l'emploie pour désigner la personne qui dirige la République populaire de Chine, même si certains experts jugent qu'un tel titre laisse entendre que l'obtention du poste résulte d'une élection démocratique.

Bien qu'il exprime rarement ses émotions, Xi est une force à ne pas sous-estimer. Peu après son accession à la fonction suprême, il a livré aux membres du Parti un discours sur les leçons « profondes » à retenir de l'effondrement de l'Union soviétique.

« Pourquoi l'Union soviétique s'est-elle désintégrée ? Pourquoi le Parti communiste de l'Union soviétique s'est-il écroulé ? C'est tout d'abord parce que leurs convictions ont faibli », a déclaré Xi, selon un résumé de ses propos qui circulait dans les hautes sphères de l'État chinois et que le *New York Times* a publié. Le nouveau président a mentionné la paralysie politique, l'hérésie idéologique et le manque de loyauté des militaires au nombre des facteurs contre lesquels le PCC devait impérativement se prémunir.

En quelques années, Xi a supervisé une modernisation rapide des forces armées, dont il a pris la tête à titre de président de la Commission militaire centrale et de commandant en chef du centre de commandement interarmées, un poste jusque-là inexistant. Afin de minimiser le pouvoir des bureaucrates, il a réorganisé les forces armées et d'autres pivots de la hiérarchie du PCC, ce qui a fait de lui

la figure centrale de pratiquement tous les champs d'intervention du gouvernement.

L'OBSESSION DE BEIJING POUR L'ORDRE SOCIAL découle en grande partie « des turbulences, des effondrements et des implosions qui ont marqué deux millénaires d'histoire impériale en Chine », explique Kerry Brown, directeur du Lau China Institute au King's College de Londres. « Il n'est pas étonnant de voir les dirigeants actuels du pays accorder la priorité à l'ordre, quel qu'en soit le prix. [...] Précisons cependant que la peur les tenaille, car ils cherchent davantage à éviter des situations fâcheuses qu'à mettre en avant la vision audacieuse et positive d'une société meilleure<sup>7</sup>. »

Bien que les dirigeants chinois semblent craindre l'imminence d'un autre grand soulèvement populaire, de nombreux citoyens ordinaires n'ont pas oublié le chaos du XX<sup>e</sup> siècle. Leur crainte de voir l'histoire se répéter contribue ainsi à la consolidation de l'autorité du Parti.

Nombre de gens nés avant les années 1970 ont connu la guerre civile, la famine et la série de tentatives du PCC de « rééduquer » les masses au nom de la révolution socialiste<sup>8</sup>. Quand l'ère Mao ou la Révolution culturelle surgissent au détour d'une conversation, les interlocuteurs les plus âgés résumement souvent cette époque en un mot avant de changer de sujet : *luan*, qui signifie « état d'agitation frisant le chaos ». En Chine, les décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale ont été pour le moins mouvementées.

Après que les forces révolutionnaires de Sun Yat-sen eurent réussi à renverser la dynastie Qing en 1912 et, ce faisant, à abolir la monarchie en Chine, la nouvelle République a vite fait face à une force d'opposition. La Révolution prolétarienne en Russie, le marxisme et le léninisme avaient trouvé des adeptes enthousiastes chez les intellectuels de gauche chinois, dont certains avaient passé les années formatrices de leur jeunesse à Moscou. En 1921, à Shanghai, 50 intellectuels ont fondé le Parti communiste chinois, dont les principaux dirigeants seraient d'abord Chen Duxiu et Li Dazhao.

Le groupe se passionnait pour la recherche de moyens d'adapter les principes marxistes-léninistes à la création d'une Chine forte et moderne. Au départ, ces intellectuels privilégiés n'avaient aucune intention de conquérir le pouvoir par la force.

Ce qui avait commencé par une rivalité subtile se muerait en conflit armé après que le général nationaliste Tchang Kaï-chek eut inopinément ordonné le massacre de 5000 militants communistes à Shanghai, en 1927. Le fait que le Parti communiste ait survécu à la tuerie est en grande partie attribuable à l'action d'un de ses membres alors relativement jeune, Mao Zedong. Toute sa vie, et notamment pendant les deux décennies d'une guerre civile qui opposerait les nationalistes et le PCC, ce fils d'un riche agriculteur de Shaoshan, au centre de la province du Hunan, s'appuierait sur la classe paysanne, qui garantirait sa survie aussi bien que son ascension au pouvoir.

À l'adolescence, Mao était un grand lecteur d'ouvrages politiques. Il y a développé un vif intérêt pour les campagnes militaires de George Washington et de Napoléon Bonaparte. En 1917, alors qu'il étudiait en vue de devenir enseignant à l'École normale de Changsha, il commandait l'armée de volontaires étudiants. Plus tard cette année-là, il s'est établi à Beijing, où il a obtenu le poste d'adjoint au bibliothécaire de l'université, Li Dazhao. C'est pendant son séjour dans cette ville que Mao est devenu, sous le tutorat d'intellectuels comme Li et Chen, un marxiste loyal et un ardent défenseur de la cause communiste.

Après le massacre des membres du Parti, dont les survivants avaient été contraints de fuir dans d'autres régions du pays, Mao a rallié des roturiers et cofondé l'Armée rouge des travailleurs et des paysans de Chine. Son insistance sur la nécessité d'adopter des tactiques de guérilla s'est avérée très bénéfique pour cette force bigarrée, si bien qu'on l'a nommé chef du PCC pendant la Longue Marche de 1934-1935, où divers contingents communistes ayant échappé de justesse aux forces nationalistes ont établi une nouvelle base à Yan'an, dans la province du Shaanxi.

Pendant la seconde guerre sino-japonaise de 1937-1945, qui coïnciderait avec la Seconde Guerre mondiale, l'Armée rouge a



conclu une trêve avec les nationalistes, auxquels elle s'est alliée pour repousser l'invasisseur japonais. Les communistes ont cependant laissé l'essentiel des tâches de combat aux nationalistes de Tchang. La guerre civile chinoise a repris tout de suite après la capitulation du Japon. L'Armée rouge est parvenue à vaincre ses opposants affaiblis en les reléguant à Taïwan, île du sud de la Chine auparavant contrôlée par le Japon.

Le 1<sup>er</sup> octobre 1949, la République populaire de Chine était proclamée. Mao en resterait le maître suprême jusqu'à sa mort en 1976.

Le PCC avait pour tâche de faire d'un pays déchiré par la guerre la société communiste utopique qu'il avait promise à ses sympathisants. Si Mao s'était illustré comme chef de guérilla, il se révélait nettement moins compétent comme homme d'État. Il croyait que le fait de regrouper des fermes indépendantes dans d'immenses coopératives agricoles aiderait la Chine à passer de l'économie agraire à la modernité industrielle. Du jour au lendemain, les pratiques agricoles traditionnelles ont été bouleversées. Les dirigeants locaux ont subi des pressions pour faire augmenter le rendement des cultures rapidement. Appelé « Grand Bond en avant », ce projet catastrophique de collectivisation agricole mené de 1958 à 1962 a poussé des fonctionnaires inquiets pour leur avenir à rivaliser dans l'allocation de quotas de grain irréalistes aux villes. Ce faisant, ils ont réduit des paysans à la famine. De nombreux fonctionnaires de haut rang n'osaient pas rapporter ces ratages du programme de Mao. Quand il est devenu flagrant que les populations rurales crevaient de faim, il était trop tard.

On estime que 30 millions d'habitants des régions rurales sont morts, ce qui fait de cet épisode la pire famine de tous les temps.

Dans les villes, cependant, le Parti assurait aux citoyens qui travaillaient dans les forces armées, la fonction publique et les sociétés d'État la sécurité d'emploi et des avantages sociaux à vie. Ce système était surnommé « bol de riz en fer ». Le terme vient de l'histoire d'une jolie domestique qui n'arrêtait pas de casser les bols de riz de son maître. Ébloui par la beauté de son employée, celui-ci ne la

punissait jamais. Il a plutôt fini par remplacer ses bols en céramique par des bols en fer. Même si la bonne faisait mal son travail, elle a continué à être récompensée.

Mais la sécurité du « bol de riz en fer » avait un prix, car les gens qui en bénéficiaient avaient peu de prise sur leur cheminement de carrière et leur vie privée. Le Parti autorisait les gestionnaires d'unité de travail à sélectionner les employés qui pouvaient se marier, à déterminer le moment de l'union et à décider si les époux auraient ou non des enfants. Ils pouvaient aussi muter les gens d'un emploi à l'autre sans égard à leurs préférences.

En 1966, faisant face à des critiques internes et voyant sa gloire s'émousser, le président Mao a mobilisé ses jeunes partisans en vue d'éradiquer les éléments « bourgeois » qui avaient infiltré l'État et la société. Partout au pays, ces corps paramilitaires de « Gardes rouges » commettraient des exactions d'une violence inouïe contre des gens qu'ils qualifiaient d'« ennemis de classe », parmi lesquels figuraient des intellectuels et des propriétaires terriens. Ainsi a débuté la Révolution culturelle, qui durerait dix ans.

À cette étape de son développement, la Chine était une sorte de « royaume ermite », un peu comme la Corée du Nord d'aujourd'hui ; fermée au reste du monde, elle entretenait peu de relations diplomatiques avec les États non communistes. De 1949 à 1974, les ressortissants de la plupart des pays occidentaux n'étaient pas autorisés à franchir les frontières de la République populaire, même pour de brefs séjours touristiques (la Chine n'entreprendrait le développement de son industrie touristique qu'à la fin des années 1970, dans le contexte des réformes économiques lancées par Deng Xiaoping). Dans un pays pratiquement coupé du monde, la Révolution culturelle érodait les fondements mêmes de la société, au point où, dressés les uns contre les autres, les membres d'une même famille pouvaient commettre des horreurs.

ZHANG HONGBING AVAIT 16 ANS quand lui et son père ont envoyé sa mère chez le bourreau.



« Fascinant et éclairant. »  
*The Economist*

**EN DIX ANS**, l'influence exercée par la Chine hors de ses frontières s'est étendue de façon vertigineuse. Dès son arrivée au pouvoir, en 2013, Xi Jinping lançait la « nouvelle route de la soie », projet d'investissement de centaines de milliards de dollars visant à établir un réseau d'infrastructures planétaire. Les quelque 150 États aujourd'hui concernés par cette initiative se trouvent incités à se rapprocher de Beijing, ou du moins, à détourner le regard devant les conséquences de son durcissement idéologique, comme l'enfermement massif des Ouïghours, la répression brutale des manifestations à Hong Kong ou l'étouffement de toute dissidence sur son territoire – et bien au-delà. Le Parti communiste chinois déploie en effet des efforts considérables pour surveiller ses critiques, notamment au Canada et en Europe...

Le « nouveau désordre mondial » qu'on voit se profiler dans cet essai de Joanna Chiu est celui d'une fragilisation générale de la démocratie et d'une légitimation des régimes autoritaires qui mettent en péril la stabilité, la prospérité et les droits de la personne partout sur la planète.

Journaliste au *Toronto Star*, **JOANNA CHIU** a été correspondante de l'Agence France-Presse à Beijing et à Hong Kong et a signé de nombreux reportages pour la *Deutsche Presse-Agentur*, le *South China Morning Post*, *The Guardian* et *The Economist*. Elle a remporté le prestigieux Shaughnessy Cohen Prize for Political Writing pour *La Chine et le nouveau désordre mondial*.

TRADUIT DE L'ANGLAIS PAR NICOLAS CALVÉ

ISBN 978-2-89649-961-8



Groupe  
**Livre**  
QUÉBECOR